

OVH GROUPE

Société anonyme au capital de 189 898 056 euros
Siège social : 2 rue Kellermann, 59100 Roubaix, France
537 407 926 RCS Lille Métropole

(la « Société »)

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES PROJETS DE RESOLUTIONS SOU MIS A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15 FEVRIER 2022

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire afin de soumettre à votre approbation les résolutions suivantes :

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2021 ;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2021 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice ;
4. Ratification de la nomination de Monsieur Karim Saddi en qualité de censeur du conseil d'administration de la Société ;
5. Ratification de la nomination de Monsieur Jean-Pierre Saad en qualité de censeur du Conseil d'administration de la Société ;
6. Approbation des conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
7. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs pour l'exercice 2022 ;
8. Approbation de la politique de rémunération du Président du conseil d'administration pour l'exercice 2022 ;
9. Approbation de la politique de rémunération du Directeur général pour l'exercice 2022 ;
10. Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ; et
11. Pouvoirs pour formalités.

Le présent rapport a pour objet de présenter les projets de résolutions soumis par votre Conseil d'administration à votre assemblée générale, dont le texte complet est annexé au présent rapport (**Annexe**). Ce rapport est destiné à vous présenter les principaux points des projets de résolutions. Il ne prétend par conséquent pas à l'exhaustivité ; aussi est-il indispensable que vous procédiez à une lecture attentive du texte des projets de résolutions avant d'exercer votre droit de vote.

Ce rapport est également disponible sur le site internet de la Société (<https://corporate.ovhcloud.com/fr/investor-relations/general-meeting/>) dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Point sur la marche des affaires sociales

L'exposé de la situation financière, de l'activité et des résultats de la Société et de son Groupe au cours de l'exercice écoulé, ainsi que les diverses informations prescrites par les dispositions légales et réglementaires en vigueur figurent dans le rapport de gestion du Conseil d'administration relatif à l'exercice 2021 inclus dans le document d'enregistrement universel 2021 disponible sur le site Internet de la Société (<https://corporate.ovhcloud.com/fr/investor-relations/general-meeting/>), auquel vous êtes invités à vous reporter.

Depuis le début de l'exercice 2022, la Société a poursuivi son activité dans le cours normal des affaires. Les événements postérieurs à la clôture sont décrits dans la note 2 (*Événements postérieurs à la date de clôture*) aux états financiers consolidés au 31 août 2021.

Les documents requis par la loi et les statuts ont été adressés et/ou mis à votre disposition dans les délais impartis.

Il est précisé que le Conseil d'administration a agréé l'ensemble des résolutions soumises à l'assemblée générale.

L'ensemble des résolutions relèvent de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire.

*

* *

*

Approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2021 et affectation du résultat (1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} résolutions)

Les projets des 1^{ère} et 2^{ème} résolutions concernent l'approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2021, arrêtés par le Conseil d'administration les 15 novembre 2021 et 15 décembre 2021, en application des dispositions de l'article L. 232-1 du Code de commerce.

Il vous est proposé, dans le cadre de la 3^{ème} résolution, d'affecter le bénéfice de l'exercice 2021, qui s'élève à 4.907.000 euros, en intégralité au poste « Report à nouveau » afin d'apurer les pertes antérieures.

Il vous est également demandé au titre de la 1^{ère} résolution d'approuver les dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts qui s'élèvent à un montant global de 66.598 euros et qui ont généré une charge d'impôt théorique estimée à 17.648 euros.

Nous espérons que ces propositions recevront votre agrément et que vous voudrez bien prendre la décision correspondante.

Ratification de la nomination de Monsieur Karim Saddi en qualité de censeur du conseil d'administration de la Société (4^{ème} résolution)

Il vous est proposé, au titre de la 4^{ème} résolution et en application de l'article 19 des statuts de la Société, de ratifier la nomination, faite à titre provisoire par le conseil d'administration de la Société, de Monsieur Karim Saddi, en qualité de censeur du conseil d'administration lors de sa séance du 18 octobre

2021, pour un mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer en 2026 sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2025.

Karim Saddi est coprésident et Managing Director de TowerBrook, coprésident du comité du portefeuille et membre du comité de gestion. M. Saddi a été membre, puis associé, de Soros Private Equity. Avant cela, il a été membre du département fusions, acquisitions et restructurations de Morgan Stanley Dean Witter à Londres et à Los Angeles. Monsieur Karim Saddi est diplômé d'HEC Paris.

Nous espérons que cette proposition recevra votre agrément et que vous voudrez bien prendre la décision correspondante.

Ratification de la nomination de Monsieur Jean-Pierre Saad en qualité de censeur du conseil d'administration de la Société (5^{ème} résolution)

Il vous est proposé, au titre de la 5^{ème} résolution et en application de l'article 19 des statuts de la Société, de ratifier la nomination, faite à titre provisoire par le conseil d'administration de la Société, de Monsieur Jean-Pierre Saad, en qualité de censeur du conseil d'administration lors de sa séance du 18 octobre 2021, pour un mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer en 2026 sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2025.

Jean-Pierre Saad a rejoint KKR en 2008 et est actuellement associé dans le département Private Equity à Londres et membre de la plateforme European Private Equity où il dirige les activités Technologies – Média – Télécommunications. Il est également membre du comité d'investissement du Private Equity européen, du comité de gestion du portefeuille et du comité d'investissement de KKR pour les technologies de nouvelle génération. Il a dirigé les investissements de KKR dans Cegid, Devoteam, Masmovil, Exact, OVH, SoftwareONE et United Group et a été précédemment impliqué dans NXP Semiconductors, Acteon, Van Gansewinkel et Legrand. Il siège actuellement au conseil d'administration de Cegid, Castillon (Devoteam), Masmovil, Exact, OVH et SoftwareONE. Avant de rejoindre KKR, il a travaillé dans l'équipe télécoms et médias de Lehman Brothers à Londres. Monsieur Jean-Pierre Saad est titulaire d'un diplôme Grande Ecole d'HEC Paris ainsi que d'un diplôme d'ingénieur avec mention en informatique et communications de l'Université américaine de Beyrouth.

Nous espérons que cette proposition recevra votre agrément et que vous voudrez bien prendre la décision correspondante.

Approbation des conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce (6^{ème} résolution)

Dans le cadre de la 6^{ème} résolution, il vous est demandé de bien vouloir approuver le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et L. 225-40 à L.225-42 du Code de commerce dans toutes ses dispositions, ainsi que les conventions nouvelles dont il fait état, approuvées par le Conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 août 2021 et postérieurement à celui-ci jusqu'au 15 décembre 2021.

Nous espérons que cette proposition recevra votre agrément et que vous voudrez bien prendre la décision correspondante.

Approbation de la politique de rémunération des administrateurs pour l'exercice 2022 (7^{ème} résolution)

Il vous est demandé, au titre de la 7^{ème} résolution, en application de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, sur la base du rapport sur le gouvernement d'entreprise, d'approuver la politique de rémunération applicable aux administrateurs au titre de l'exercice 2022, telle que présentée au sein de la Section 13.2.1 du document d'enregistrement universel 2021.

Nous espérons que cette proposition recevra votre agrément et que vous voudrez bien prendre la décision correspondante.

Approbation de la politique de rémunération du Président du conseil d'administration pour l'exercice 2022 (8^{ième} résolution)

Il vous est demandé, au titre de la 8^{ième} résolution, en application de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, sur la base du rapport sur le gouvernement d'entreprise, d'approuver la politique de rémunération applicable au Président du conseil d'administration au titre de l'exercice 2022, telle que présentée au sein de la Section 13.2.2 du document d'enregistrement universel 2021.

Nous espérons que cette proposition recevra votre agrément et que vous voudrez bien prendre la décision correspondante.

Approbation de la politique de rémunération du Directeur général pour l'exercice 2022 (9^{ième} résolution)

Il vous est demandé, au titre de la 9^{ième} résolution, en application de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, sur la base du rapport sur le gouvernement d'entreprise, d'approuver la politique de rémunération applicable au Directeur général au titre de l'exercice 2022, telle que présentée au sein de la Section 13.2.2 du document d'enregistrement universel 2021.

Nous espérons que cette proposition recevra votre agrément et que vous voudrez bien prendre la décision correspondante.

Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société (10^{ième} résolution)

Il vous est proposé au titre de la 10^{ième} résolution d'autoriser le Conseil d'administration à acheter ou faire acheter des actions de la Société notamment en vue de :

- de la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants et L. 22-10-56 et suivants du Code de commerce ou de tout plan similaire ; ou
- de l'attribution ou de la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants et L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce ; ou
- de manière générale, d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de l'émetteur ou d'une entreprise associée ; ou
- de la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou
- de l'annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés ; ou
- de la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ; ou

- de l'animation du marché de l'action par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise instaurée par l'Autorité des marchés financiers.

Ce programme serait également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions de la Société pourraient porter sur un nombre d'actions tel que, à la date de chaque rachat, le nombre total d'actions achetées par la Société depuis le début du programme de rachat (y compris celles faisant l'objet dudit rachat) n'excède pas 10 % des actions composant le capital de la Société à cette date (en tenant compte des opérations l'affectant postérieurement à la date de la présente assemblée générale), étant précisé que lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation. Conformément à la loi, le nombre d'actions détenues à une date donnée ne pourrait dépasser 10 % du capital social de la Société à cette même date.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourraient être réalisés à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur sauf en période d'offre publique et par tous moyens, notamment sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, par offre publique d'achat ou d'échange, ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou de gré à gré ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement ou exercice d'un bon, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement, ou de toute autre manière (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisé par l'un quelconque de ces moyens).

Le prix d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution serait de 37 euros par action (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies), ce prix maximum n'étant applicable qu'aux acquisitions décidées à compter de la date de l'assemblée générale et non aux opérations à terme conclues en vertu d'une autorisation donnée par une précédente assemblée générale et prévoyant des acquisitions d'actions postérieures à la date de l'assemblée générale.

L'assemblée générale délèguerait au conseil d'administration, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital social ou les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat maximum susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé serait fixé à 50 millions d'euros.

L'assemblée générale conférerait tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions permises par la loi, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme de rachat, et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, affecter ou réaffecter les actions acquises aux objectifs poursuivis dans les conditions légales et réglementaires applicables, fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité

des marchés financiers et de toute autre autorité compétente et toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

Cette autorisation serait donnée pour une période de dix-huit mois à compter du jour de l'assemblée générale.

Elle priverait d'effet, à compter du jour de l'assemblée générale à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société.

Nous espérons que ces propositions recevront votre agrément et que vous voudrez bien prendre la décision correspondante.

Pouvoirs pour formalités (11^{ième} résolution)

Enfin, il vous sera proposé au titre de la 11^{ième} résolution de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de vos délibérations pour effectuer tous dépôts et formalités requis par la loi.

Nous espérons que cette proposition recevra votre agrément et que vous voudrez bien prendre la décision correspondante.

*

* *

*

Nous vous remercions de bien vouloir prendre connaissance des projets de résolutions qui vous sont présentés par le Conseil d'administration, de les approuver et de lui faire confiance pour toutes mesures à prendre concernant les modalités d'exécution de chacune des résolutions sollicitées.

Le Conseil d'administration

Annexe

Texte des résolutions – Assemblée Générale Ordinaire du 15 février 2022

Première résolution : (Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2021)

L'assemblée générale, connaissance prise des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, approuve tels qu'ils ont été présentés les comptes sociaux de l'exercice 2021 comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'assemblée générale approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 66.598 euros et qui ont généré une charge d'impôt théorique estimée à 17,648 euros.

Deuxième résolution : (Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2021)

L'assemblée générale, connaissance prise des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, approuve tels qu'ils ont été présentés les comptes consolidés de l'exercice 2021 comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution : (Affectation du résultat de l'exercice)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées ordinaires, et après avoir constaté que les comptes arrêtés au 31 août 2021 et approuvés par la présente assemblée font ressortir un bénéfice de l'exercice de 4.907.000 euros, décide d'affecter l'intégralité du bénéfice distribuable au report à nouveau.

Conformément aux dispositions légales, l'assemblée générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédant l'exercice 2021.

Quatrième résolution : (Ratification de la nomination de Monsieur Karim Saddi en qualité de censeur du Conseil d'administration de la Société)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide de ratifier, conformément à l'article 19 des statuts de la Société, la nomination, faite par le conseil d'administration lors de sa séance du 18 octobre 2021, de Monsieur Karim Saddi, en qualité de censeur du conseil d'administration de la Société. Ce mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer en 2026 sur les comptes de l'exercice social clos le 31 août 2025.

Cinquième résolution : (Ratification de la nomination de Monsieur Jean-Pierre Saad en qualité de censeur du Conseil d'administration de la Société)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide de ratifier, conformément à l'article 19 des statuts de la Société, la nomination, faite par le conseil d'administration lors de sa séance du 18 octobre 2021, de Monsieur Jean-Pierre Saad, en qualité de censeur du conseil d'administration de la Société. Ce mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer en 2026 sur les comptes de l'exercice social clos le 31 août 2025.

Sixième résolution : (Approbation des conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et L. 225-40 à L. 225-42 du Code de commerce, approuve ce rapport dans toutes ses dispositions ainsi que les conventions nouvelles dont il fait état, approuvées par le conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 août 2021 et postérieurement à celui-ci jusqu'au 15 décembre 2021.

Septième résolution : (Approbation de la politique de rémunération des administrateurs pour l'exercice 2022)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, conformément à l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, la politique de rémunération des administrateurs établie par le conseil d'administration pour l'exercice 2022, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise et figurant dans le document d'enregistrement universel 2021 de la Société (Section 13.2.1).

Huitième résolution : (Approbation de la politique de rémunération du Président du conseil d'administration pour l'exercice 2022)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, conformément à l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, la politique de rémunération du Président du conseil d'administration établie par le conseil d'administration pour l'exercice 2022, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise et figurant dans le document d'enregistrement universel 2021 de la Société (Section 13.2.2).

Neuvième résolution : (Approbation de la politique de rémunération du Directeur général pour l'exercice 2022)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, conformément à l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, la politique de rémunération du Directeur général établie par le conseil d'administration pour l'exercice 2022, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise et figurant dans le document d'enregistrement universel 2021 de la Société (Section 13.2.2).

Dixième résolution : (Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, conformément aux dispositions des articles L. 225-210 et suivants et L. 22-10-62 du Code de commerce, à acheter ou faire acheter des actions de la Société notamment en vue :

- de la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants et L. 22-10-56 et suivants du Code de commerce ou de tout plan similaire ; ou

- de l'attribution ou de la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants et L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce ; ou
- de manière générale, d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de l'émetteur ou d'une entreprise associée ; ou
- de la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou
- de l'annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés ; ou
- de la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ; ou
- de l'animation du marché de l'action par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise instaurée par l'Autorité des marchés financiers.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Société informera ses actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que, à la date de chaque rachat, le nombre total d'actions achetées par la Société depuis le début du programme de rachat (y compris celles faisant l'objet dudit rachat) n'excède pas 10 % des actions composant le capital de la Société à cette date (en tenant compte des opérations l'affectant postérieurement à la date de la présente assemblée générale), étant précisé que lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation. Conformément à la loi, le nombre d'actions détenues à une date donnée ne pourra dépasser 10 % du capital social de la Société à cette même date.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur sauf en période d'offre publique et par tous moyens, notamment sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, par offre publique d'achat ou d'échange, ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou de gré à gré ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement ou exercice d'un bon, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement, ou de toute autre manière (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisé par l'un quelconque de ces moyens).

Le prix d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution sera de 37 euros par action (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies), ce prix maximum n'étant applicable qu'aux acquisitions décidées à compter de la date de la présente assemblée et non aux opérations à terme conclues en vertu d'une autorisation donnée par une précédente assemblée générale et prévoyant des acquisitions d'actions postérieures à la date de la présente assemblée.

L'assemblée générale délègue au conseil d'administration, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital social ou les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat maximum susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé est fixé à 50 millions d'euros.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions permises par la loi, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme de rachat, et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, affecter ou réaffecter les actions acquises aux objectifs poursuivis dans les conditions légales et réglementaires applicables, fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de toute autre autorité compétente et toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

Cette autorisation est donnée pour une période de dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée générale.

Elle prive d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société.

Onzième résolution : (Pouvoirs pour formalités)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ses délibérations pour effectuer tous dépôts et formalités requis par la loi.